

Le 23 mai dans le social et le médico-social, unissons-nous, mobilisons-nous !

De nombreux syndicats, assemblées Générales et collectifs de lutte du secteur social et médico-social appellent à une date de mobilisation nationale de notre secteur le 23 mai 2023. Le 23 mai est une date de négociation de la BASS (Branche Associative Sanitaire et Médico-sociale), c'est l'occasion de lutter contre la casse de nos droits dans le privé, comme dans le public et dans les lieux de formation ! Nous appelons à la grève le 23 mai ! Public, privé : mêmes attaques, mêmes combats !

Les négociations de la BASS ont lieu dans un contexte particulièrement menaçant : le gouvernement et les syndicats patronaux veulent forcer les organisations représentatives des salarié.es du secteur à avancer vers la négociation d'une convention collective unique. Nous sommes pour une Convention collective unique pour tou.te.s les salarié.e.s du secteur social et médico-social mais pour une convention étendue et de haut niveau et non au rabais, attaquant nos droits aux congés, instaurant un "salaire au mérite" ! De plus, avant toutes négociations concernant la mise en place d'une convention collective unique, nos patrons refusent toujours d'avancer sur l'extension de la "prime Ségur" (déjà inégalement appliquée) à tou.te.s les salarié.e.s qui en sont encore exclu.e.s. Tout ça dans un secteur où les conditions de travail ne cessent de se dégrader, notamment à cause des politiques d'appel d'offre des financeurs : mettre le secteur associatif en concurrence, c'est démolir toujours plus nos conditions de travail et les conditions d'accueil du public !

Quant au service public d'action sociale du Département, il devrait parer à tous ces dysfonctionnements. La réduction de moyens et des services est la règle partout ainsi que la mise en concurrence des travailleur.euses du social, avec à la clé des primes au mérite pour certain.e.s. *Pour exemple, en Isère, le Département a décidé d'internaliser massivement les mesures de protection de l'enfance : pourquoi pas, mais sans dégrader au passage les conditions de travail de nombreux.ses salarié.es ou supprimer des services et équipes existant historiquement.* Au sein du service public d'action sociale du Département, revendiquons des augmentations au minimum de 10% de notre point d'indice, 10% d'effectifs en plus, 10% de temps de travail en moins! Comment accueillir et accompagner avec "bienveillance" quand notre environnement de travail ne l'est pas ?

Nous ne nous laisserons pas faire !

Depuis 2021, **notre secteur connaît un regain de mobilisation** pour nos salaires, pour nos conditions de travail et pour nos droits et ceux des publics que nous accompagnons. Maintenons le sens de notre travail ! En revendiquant et obtenant des moyens humains et matériels pour répondre aux besoins de la population ! Face à la situation critique de notre secteur (burnouts, turn-over, sous-effectifs, manque de budget, suppression de postes...), **la grève est notre seul moyen de se défendre** ! Convainquons nos collègues, salarié.e.s, agents et titulaires de la fonction publique! Expliquons aux jeunes, aux familles, aux personnes qu'on accompagne, qu'on n'arrive plus à mener nos missions à bien dans ces conditions !

Ces luttes nous montrent la voie :

En avril, en Isère, **les salarié.es de l'AFIPH**, où les **exclu.es du Ségur** sont nombreux.ses, se sont mobilisé.es pour remettre une pétition à leur conseil d'administration, et malgré une direction qui a voulu leur interdire l'entrée, la détermination était là !

À **Ocellia Echirolles**, institut de formation du social, les étudiant.es sont mobilisé.es depuis plusieurs mois de manière exemplaire, contre la réforme des retraites, mais aussi pour leurs conditions d'étude !

Le 23 mai, à Grenoble, unissons-nous pour montrer que nous ne laisserons pas notre secteur tomber en ruines, les droits des salarié.es et étudiant.es être piétinés et le public être abandonné !

- Pour de véritables revalorisations salariales dans l'ensemble de nos secteurs (400 euros minimum et l'indexation des salaires sur l'inflation),
- Le Ségur pour toutes et tous,
- Pour des conditions d'étude dignes (rémunération des stages, etc.),
- Pour une réelle égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Pour une convention collective étendue et de haut niveau,
- Pour des moyens humains et matériels, dans le public comme dans le privé, pour répondre aux besoins de la population,
- Pour une retraite digne de l'engagement et du travail réalisé avec un départ à 60 ans.

Manifestation à 14Hh au départ d'Ocellia

(3 avenue Victor Hugo, 38130 Echirolles)

puis

Assemblée Générale à 17h à la Bourse du Travail

La mobilisation contre la réforme des retraites continue :

6 juin, manif à 10H au départ de la gare de Grenoble

ET

RDV le 29 juin pour une action autour de la protection de l'enfance

(à l'occasion des assises de la protection de l'enfance qui se tiennent les

29/30 juin à Nantes)

